



News suisses

Le Théâtre de Vernier a joué en faveur de Casa Alianza

C'est la pièce de J. Kesselring «Arsenic et vieilles dentelles» qui a été interprétée jeudi 11 mars par des comédiens pleins de talent, d'humour et d'entrain. M. Albert Morard et sa troupe ont offert généreusement cette représentation au profit des enfants de la rue. Les membres et amis de Casa Alianza Suisse ont rempli la salle et se sont régalez au buffet.

Le bénéfice de la soirée s'élève à CHF 3'530. Ce montant sera versé au refuge de filles-mères de Managua au Nicaragua. Il s'ajoute aux CHF 1'544.65 de dons déjà reçus pour ce programme présenté dans le dernier journal.

Un immense merci à toute l'équipe pour sa magnifique prestation!
M.-L.V.

Conférence de Joël Mermet le 10 décembre

A l'occasion de la Journée des droits humains du 10 décembre et de l'exposition de photographies de Pauline Julier à Uni-Mail, Joël Mermet, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, a donné une conférence sur les droits de l'enfant à l'invitation de notre association.

M. Mermet a retracé l'histoire de la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989. Adoptée par 192 Etats, elle est le texte des droits de l'homme le plus ratifié au monde. Le conférencier a ensuite abordé les aspects techniques du suivi de son application, dont le Comité des droits de l'enfant est chargé.

Interrogé à la fin de sa conférence sur le travail de notre organisation, Joël Mermet s'est dit «adepte de Casa Alianza depuis le début». Elle est pour lui l'une des rares ONGs qui associent une action sur le terrain à un grand travail juridique de fond.
E.D.B.

La presse romande parle de Casa Alianza

La *Tribune de Genève* et l'*Illustré* ont publié récemment des articles sur l'Amérique centrale et les actions de Casa Alianza. Le quotidien genevois a parlé du procès de Bruce Harris au Guatemala au mois de janvier (voir en p. 4).

Quant à l'*Illustré*, il a consacré début mars un reportage à Gilles R., un jeune Fribourgeois incarcéré au Costa Rica depuis septembre 2003. Ce dernier, qui clame son innocence, est accusé d'être impliqué dans un vaste trafic international d'adoptions internationales illégales. Ce réseau a été demantelé par la police costaricaine grâce au travail d'investigation de Casa Alianza.
Th.D.

Editorial

Vers une criminalisation de la jeunesse?

Dans les pays d'Amérique centrale, le phénomène des *maras*, les gangs de jeunes, a pris une telle ampleur qu'il est devenu un enjeu politique majeur. Il ne se passe pas un jour sans que la presse ne relate des crimes souvent atroces (assassinats, meurtres, viols ou agressions) et dénonce la culpabilité de supposés gangsters.

Le climat de violence généralisée et des taux de criminalité de sang extrêmement élevés offrent un terreau fertile à des politiques sécuritaires non dénuées de risques de dérives. Dans ce contexte, Casa Alianza ne cesse de mettre les gouvernements face à leurs responsabilités. En effet, les tentations sont fortes de justifier une remise en question des droits de l'enfant par la lutte contre la délinquance juvénile.

Or l'insécurité sociale croissante ne saurait être attribuée qu'aux seules *maras*. Les causes en sont multiples et complexes. Et les mineurs y paient déjà jour après jour un trop lourd tribut, tant sont nombreux les cas d'exécutions extrajudiciaires jamais élucidés. Nous ne pouvons accepter que la jeunesse soit criminalisée.

Les millions de jeunes qui vivent en Amérique centrale méritent mieux que d'être stigmatisés. Ils attendent qu'on leur propose enfin des perspectives d'avenir et souhaitent pouvoir vivre dignement. Cela passe par des politiques gouvernementales à long terme, axées sur la prévention, l'éducation et des programmes de réhabilitation.

THIERRY DOMINICÉ

Agenda

Assemblée générale ordinaire de Casa Alianza Suisse le 31 mars à 18h.30 dans les salons de la Société littéraire, rue de la Corratierie 19, Genève.

Elle sera suivie d'une discussion avec Marc Lalive d'Epinay, journaliste à la *Tribune de Genève* et co-auteur d'un reportage sur les enfants de la rue du Honduras.

Stand de Casa Alianza Suisse durant la Fête de la musique à Genève, du 18 au 20 juin 2004.

Ce sera l'occasion, comme l'an dernier, de sensibiliser la population à notre action et de partager de bons moments entre membres et sympathisants de notre association.

Nous espérons vous voir nombreux!

Les *maras*, des gangs de jeunes redoutés

On appelle communément *maras* ou *pan-dillas* en Amérique centrale des gangs de jeunes organisés et violents, qui tirent leurs revenus d'activités criminelles comme le trafic de drogue et d'armes, le vol, les agressions et le racket.

Ces gangs connaissent depuis quelques années une expansion inouïe, que favorise la situation économique et sociale précaire de ces pays, après des années de guerres civiles.

Selon les autorités locales, ils comptent plus de 36'000 membres au Honduras, 14'000 au Guatemala et 10'500 au Salvador. Ces chiffres sont évidemment

sujets à caution, car ils varient souvent du simple au triple selon les sources.

Los Angeles, berceau des gangs

Les premiers *mareros* (membres de gangs) sont d'anciens émigrés latino-américains aux Etats-Unis, expulsés de ce pays pour avoir commis des crimes avec les bandes des ghettos de Los Angeles, connues pour leur extrême violence.

De retour dans leur pays d'origine, ils n'ont eu aucune peine à recruter des membres et à reproduire la culture, les codes et le style de vie de ces gangs. Le chômage, la pauvreté,

l'absence de perspectives qui frappent les jeunes issus des milieux urbains les plus défavorisés ont contribué à l'émergence et au développement de ces bandes.

Une guerre sans merci

En effet, appartenir à une *mara* donne une identité, un statut social, un moyen d'exister. On appartient à un clan avec ses rites d'entrée, sa hiérarchie, une solidarité et une loyauté forte entre ses membres.

Une gestuelle particulière, les tatouages, les tenues vestimentaires sont autant de signes distinctifs d'une bande par rapport à une autre. Très violents, ces

gangs se prévalent toutefois de la religion chrétienne et des valeurs familiales, avec notamment une figure de la mère forte.

Deux gangs principaux ont émergé et peu à peu absorbé les bandes existantes. La «*Mara Salvatrucha*» et le «*Barrio Dieciocho*» se livrent une guerre sans merci pour le contrôle et l'extension de leur territoire. Présentes au Guatemala, au Honduras et au Salvador, ces deux *maras* sont extrêmement structurées et ont calqué leur organisation sur celle de l'armée. Des liens avec le crime organisé international sont fortement suspectés. BARBARA HOFER

Les jeunes de la rue face aux *mareros*

C'est dans la rue que les enfants et jeunes de la rue et les *mareros* passent la plus grande partie de leur temps. C'est aussi l'endroit où leurs styles de vie différents se confrontent et se confondent.

Fascinés par les *mareros*, les jeunes de la rue ont en effet intégré peu à peu leurs codes, leurs signes et leur façon de s'habiller. D'où le risque d'amalgame par le reste de la population et par les forces de l'ordre.

Un passé semblable

Il est vrai que les jeunes de la rue et les *mareros* ont un passé très similaire. Ils ont grandi dans des quartiers défavorisés et partagé les mêmes conditions de vie dans un environnement social et familial semblable. Ils ont les mêmes carences affectives, les mêmes besoins de reconnaissance et d'appartenance, d'affirmation et de valorisation de leur personnalité. Or, alors que certains jeunes commencent à vivre dans et de la rue, d'autres décident d'intégrer des *maras*. Mais en quoi ces styles de vie divergent-ils vraiment?

En rupture avec sa famille déjà à un très jeune âge, le jeune de la rue a fui son environnement familial, les pressions et les mauvais traitements qu'il y subissait. La rue et la liberté qu'il y expérimente deviennent son unique bien. Il n'est soumis à aucune forme d'autorité et se sent maître de sa vie.

Le *marero*, lui, ne quitte pas forcément son foyer et il garde des liens, même conflictuels, avec sa famille. En entrant dans une *mara*, il se rend rapidement compte qu'il perd sa liberté et que son appartenance au groupe l'oblige à se soumettre à ses règles et à son contrôle.

La violence omniprésente

La violence est pour les *mareros* le principal moyen d'interaction. La première valeur de la *mara* est la défense de son territoire contre le gang adverse. Pour cela, chaque *marero* doit être prêt à se battre, à tuer et à mourir. Il utilise aussi la violence comme expression de révolte contre ce qui l'entoure et pour gagner le respect des autres à l'intérieur de sa propre *mara*.

Le jeune de la rue vit au contraire la violence de manière beaucoup plus passive. Il est constamment humilié et maltraité, mais il ne se révolte pas contre la violence qu'il subit. Si beaucoup d'enfants de la rue sont lucides sur la violence du monde des *maras*, un bon nombre est sensible à certaines valeurs qu'elles projettent.

Fascination pour les *maras*

La *mara* prétend en effet devenir la véritable famille de tout nouveau membre. Elle lui apporte une forme de protection et de soutien, un toit et de quoi se nourrir. De plus, le look caractéristique des *mareros* et leurs succès avec les filles ne laissent pas indifférents les jeunes de la rue.

Les *maras* exercent donc un réel pouvoir de fascination sur des jeunes à la recherche d'une identité, de respect et de solidarité. Cette fascination se concrétise par l'imitation et l'appropriation des codes des *mareros* par ces jeunes, sans qu'ils décident pour autant d'intégrer une *mara*.

ELEONORA DEL BALZO

Les politiques répressives et leurs dangers

Pour le président du Honduras, Ricardo Maduro, «la majeure partie de l'insécurité actuelle est liée aux *maras*, et vise particulièrement les personnes les plus modestes». Il insiste aussi sur le fait que les *mareros* sont des délinquants qui ne se cachent pas, mais qui vont et viennent au vu et au su de tous. La responsabilité de presque tous les crimes et délits commis jour après jour est ainsi attribuée aux jeunes membres de gangs.

Non sans calculs électoralistes, les gouvernements du Honduras et du Salvador ont, depuis l'été 2003, nettement renforcé leurs politiques répressives contre les gangs. Des lois «*anti-maras*» ont été adoptées et immédiatement appliquées par des opérations policières et militaires hautement médiatisées. Ces lois permettent l'arrestation et la détention d'adultes ou de mineurs sur la simple présomption d'appartenance à une «association illicite».

Quant au Guatemala, son nouveau gouvernement est mis fortement sous pression par ses deux pays voisins pour qu'il renforce encore sa législation et ses actions contre les *maras*.

La présomption d'innocence atteinte

Casa Alianza, Save the Children et plusieurs autres organisations ont récemment dénoncé devant la Commission inter-américaine des droits de l'homme les dangers de ces politiques. Les lois adoptées constituent une atteinte à la présomption



Deux jeunes au centre de crise de Casa Alianza Guatemala en 2001. Oscar, à droite, a reçu une balle tirée par un membre d'un gang adverse.

d'innocence en abaissant considérablement la charge de la preuve. Un simple tatouage peut être interprété comme un signe d'appartenance à un gang et mener un mineur à être incarcéré.

Le risque d'arrestations et de détentions arbitraires a donc considérablement crû du fait des réformes législatives adoptées et des opérations qui s'en sont suivies.

Des boucs émissaires

Or le droit pénal de ces pays prévoit déjà de lourdes peines de prison pour les personnes reconnues coupables des crimes et des délits reprochés aux *mareros*, qu'ils soient adultes ou mineurs.

Mais la plupart des affaires ne sont jamais élucidées, faute d'investigations policières sérieuses. Et les statistiques officielles montrent clairement qu'une faible part de la criminalité est le fait de mineurs. Les accusations lancées le

sont donc sans preuves tangibles et font des *maras* des boucs émissaires commodes.

On ne peut évidemment nier que les gangs de jeunes constituent un grave problème social dans ces pays. Mais les politiques répressives actuelles ne s'attaquent en rien aux racines de la violence et de la délinquance, que sont les injustices sociales criantes, les violations des droits fondamentaux, le climat d'impunité général, le niveau très élevé de corruption ou la puissance des réseaux liés au crime organisé.

En outre, il n'est que trop rarement question de développer des programmes d'éducation, de prévention et de réhabilitation pour les jeunes en situation à risque, tant les efforts et les moyens sont concentrés sur la répression.

Les gouvernements se félicitent de l'arrestation, au cours des derniers mois,

de centaines de *mareros* et d'une prétendue diminution de la violence. Mais la réalité est bien différente.

Pas de baisse de la violence

Le nombre d'exécutions extrajudiciaires de jeunes de moins de 23 ans n'a guère baissé. Au Honduras, Casa Alianza a documenté 557 victimes en 2003 et déjà 65 durant les deux premiers mois de 2004. L'expérience montre que dans 70% des cas, les meurtriers ne seront jamais identifiés. Et des dizaines d'affaires impliquent des officiers de police, parfois même organisés en escadrons de la mort, mais qui ne sont pas pour autant inquiétés.

C'est pourquoi les juristes de Casa Alianza accompagnent les familles des victimes dans leur combat pour obtenir des enquêtes concluantes et la condamnation des coupables, quels qu'ils soient.

THIERRY DOMINICÉ

News du terrain

Un nouveau refuge au Honduras

Le 17 décembre dernier a été inauguré, en présence du Président de la République et de sa femme, un nouveau refuge de Casa Alianza Honduras. Le centre «*Querubín*» est destiné à accueillir jusqu'à 30 jeunes filles victimes d'exploitation sexuelle. Il leur est offert un encadrement spécifique, avec une équipe d'éducateurs expérimentés.

Actuellement, 11 jeunes filles y résident et ont enta-

mé leur long processus de réhabilitation. Il leur permettra de surmonter leurs traumatismes et de se réintégrer socialement.

Ce nouveau refuge s'inscrit dans un large programme de lutte contre l'exploitation sexuelle de mineurs dans toute l'Amérique centrale. Selon une enquête de Casa Alianza Honduras, plus de 10'000 jeunes filles sont victimes de réseaux de prostitution dans ce pays.

Un pavillon part en fumée

Un incendie d'origine accidentelle a détruit, dans la nuit du 31 décembre 2003 au 1^{er} janvier 2004, l'un des pavillons de la *Comunidad des niños* de Casa Alianza Guatemala.

Grâce à l'action des éducateurs, aucun blessé n'est à déplorer. Malgré l'intervention rapide des pompiers, les dégâts sont considérables.

Les jeunes ont pu être relogés temporairement dans

un autre bâtiment tout proche, dans le même parc.

La *Comunidad des niños* regroupe tous les programmes résidentiels destinés aux garçons de 10 à 18 ans. Situé à 40 km du centre de Guatemala City, ce programme accueille en moyenne plus de 60 anciens enfants de la rue. La reconstruction des installations détruites est en cours, mais ne sera pas achevée avant des mois.

Bruce Harris acquitté au Guatemala

En septembre 1997, le Procureur général de la nation et Bruce Harris, directeur exécutif de Casa Alianza, tinrent à Guatemala City une conférence de presse conjointe. Il s'agissait de présenter les détails d'une investigation révélant une série d'anomalies dans les procédures d'adoption internationales d'enfants guatémaltèques. Au cours de cette séance, Bruce Harris cita le nom de 19 personnes haut placées participant à ces pratiques, dont celui de l'avocate Susana Luarca de Umaña. Celle-ci jura d'intenter un procès contre Harris pour diffamation, injures et calomnie.

Le système judiciaire guatémaltèque, connu pour sa lenteur, a rapidement engagé des poursuites contre ce der-

nier. Les longues procédures judiciaires ont été marquées par le rejet de son premier avocat, la négation de son droit à la liberté d'expression – reconnu aux seuls journalistes par la Cour constitutionnelle! –, et le fait de comparaître devant un tribunal pénal et non civil.

Bruce Harris risquait une condamnation à une peine de prison de 8 ans, avec arrestation et détention immédiates, et au paiement de dommages et intérêts de USD 125'000. Après cinq jours de procès, les juges ont passé deux jours à délibérer. Le 30 janvier 2004, M. Harris a été acquitté, car il n'avait pas d'intention préméditée de calomnie, et donc pas de diffamation, ont estimé les juges à l'unanimité. Ceux-ci ont aussi déclaré

irrecevable la demande en dommages et intérêts. Bruce Harris a donc désormais la possibilité de poursuivre Mme Luarca de Umaña.

Ce procès très médiatisé aura des conséquences importantes pour les droits de l'homme au Guatemala. Une condamnation aurait constitué une violation flagrante des droits de l'homme par le système judiciaire. Ce verdict est donc une victoire pour les enfants, la démocratie et la liberté d'expression au Guatemala.

Mais comme Susana Luarca de Umaña a fait appel de cette décision, arguant notamment du fait que le tribunal s'est laissé influencer par la presse internationale, les procédures judiciaires ne sont pas encore closes.

LISA MYERS

Enfants d'ailleurs... est le journal officiel de l'association Casa Alianza Suisse. Il paraît trois fois par année.

PROCHAINE PARUTION: septembre 2004.

RÉDACTION ET CONCEPTION: Eleonora del Balzo, Jérôme von Burg, Thierry Dominicé, Myriam Ernst, Barbara Hofer, Naya Joffre, Lisa Myers, Audrey Parrone et Marie-Laure Vollenweider.

RELECTURE: Marie-Laure Vollenweider.

PHOTO: Arnoud Raskin.

DESSINS: Laurence Di Florio.

CCP 17-674193-3
Casa Alianza Suisse

Casa Alianza Suisse est une association de soutien à l'organisation non gouvernementale Casa Alianza (Covenant House Latin America). Cette dernière se porte au secours des enfants de la rue et vise leur réhabilitation sociale à long terme en Amérique centrale (Guatemala, Honduras, Mexique et Nicaragua).

Adresse: Casa Alianza Suisse, 5 rue du Pré-Jérôme
1205 Genève. Tél. 022 819 88 07

Internet: www.casa-alianza.ch (Suisse)
www.casa-alianza.org (International)

E-mail: info@casa-alianza.ch
journal@casa-alianza.ch